DIRECCTE ÎLE-DE-FRANCE

Dossier trimestriel de conjoncture

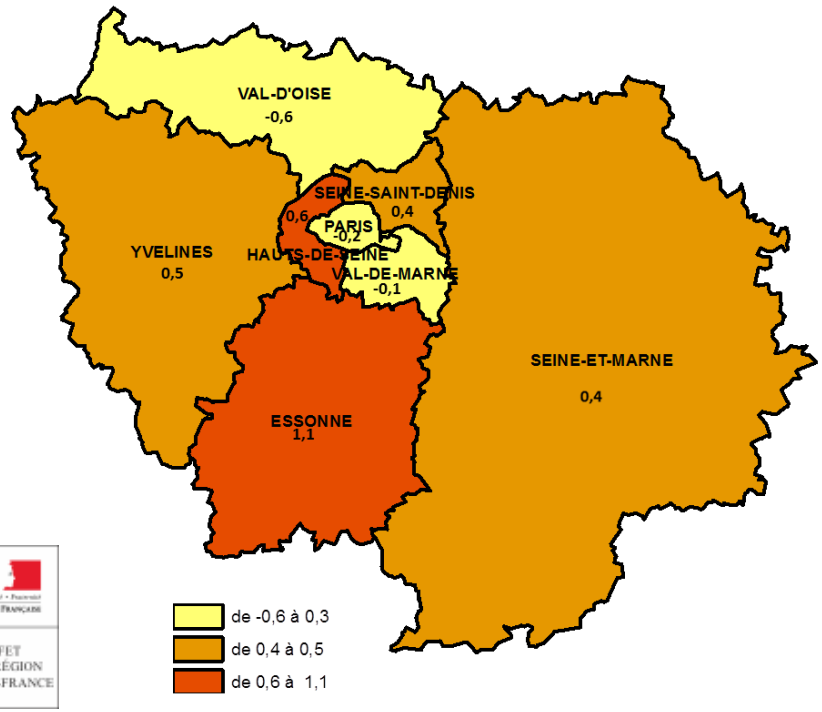
Évolutions récentes du marché du travail et de l'emploi en Île-de-France

1er trimestre 2018

Service études, statistiques, évaluations de la Direccte Ile-de-France

Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi

Variation trimestrielle du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre le 4e trimestre 2017 et le 1er trimestre 2018 (en %, données CVS-CJO)



PRÉFET DE LA RÉGION D'ILE-DE-FRANCE

- **Au 1er trimestre 2018, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens est stable par rapport au 4e trimestre 2017 en catégorie A et augmente légèrement en catégories A, B, C (+0,2 %).**
- **Le taux de chômage régresse de 0,7 point au 4e trimestre 2017, atteignant 7,7 %.**
- **L'emploi salarié augmente de 0,5 % et l'intérim continue sa progression au 4e trimestre 2017.**
- **Le nombre de plans de sauvegarde de l'emploi reste faible au 1er trimestre 2018, tandis que le recours à l'activité partielle recule nettement.**

- Ce dossier de conjoncture, qui présente les évolutions de l'emploi, du marché du travail et des mesures d'accompagnement des mutations économiques en Île-de-France, vous est désormais adressé chaque trimestre. La prochaine publication sera disponible fin août et portera sur le deuxième trimestre 2018.
- Ce dossier complète sur un champ plus large notre publication, commune avec Pôle emploi et la Dares, sur les demandeurs d'emploi. Nous avons ajouté une analyse des tensions sur le marché du travail.
- Les statistiques ne sont plus présentées en glissement trimestriel (mars par rapport à décembre) mais en moyenne trimestrielle (moyenne de janvier, février, mars). Les évolutions sur le trimestre présentent les variations par rapport au trimestre précédent. Les évolutions sur un an présentent les variations par rapport au même trimestre de l'année précédente.
- Ces modifications visent à mettre l'accent sur les évolutions tendancielles du marché du travail, plutôt que des variations au mois le mois, volatiles et parfois difficiles à interpréter.
- Les données mensuelles sur le marché du travail resteront mises à jour chaque mois sur le site Internet de la Dares.
- N'hésitez pas à nous adresser par courriel vos remarques sur ce diaporama :

idf.statistiques@direccte.gouv.fr

Sommaire

Synthèse régionale

Page 4 : synthèse régionale

Demande d'emploi et chômage

Page 5 : Les demandeurs d'emploi au 1er trimestre 2018
Pages 6-7 : Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)
Page 8 : Les demandeurs d'emploi selon le sexe (catégorie ABC)
Page 9 : Les demandeurs d'emploi selon l'âge (catégorie ABC)
Page 10 : Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle et par métier recherché
Page 11 : Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA
Page 12 : Les entrées et les sorties de Pôle emploi
Page 13 : Le taux de chômage (Insee)

Emploi

Page 14 : Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi
Page 15 : Les déclarations préalables à l'embauche (DPAE)
Page 16 : L'intérim
Page 17 : L'emploi salarié
Page 18 : L'emploi salarié par secteur

Tensions sur le marché du travail

Page 19 : Les tensions sur l'ensemble du marché du travail
Page 20 : Les métiers en tension

Accompagnement des mutations économiques

Page 21 : L'activité partielle
Page 22 : Les plans de sauvegarde de l'emploi

Demande d'emploi et chômage

Au premier trimestre 2018, en Île-de-France, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi et immédiatement disponibles s'établit, en moyenne sur le trimestre, à 992 190 (catégories A, B et C - données CVS). Parmi eux, 670 180 n'ont pas travaillé durant le mois précédent (catégorie A).

La demande d'emploi en catégorie A est stable en Île-de-France par rapport au quatrième trimestre 2017, contre -1,0 % en France métropolitaine. La demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C) croît légèrement sur le trimestre (+0,2 %).

En catégorie A comme en catégories A, B, C, le nombre de demandeurs d'emploi franciliens n'est en recul que dans le Val-d'Oise, à Paris et dans le Val-de-Marne.

L'évolution de la demande d'emploi est défavorable aux femmes (+0,5 % sur le trimestre en catégories A, B, C contre -0,1 % pour les hommes). La demande d'emploi des jeunes franciliens (moins de 25 ans) est très légèrement orientée à la baisse (-0,1 %), tandis que celle des plus de 50 ans demeure en hausse (+0,9 %).

La demande d'emploi de l'ensemble des catégories socioprofessionnelles augmente sur le trimestre, à l'exception de celle des ouvriers. Parmi les métiers recherchés, ceux de l'enseignement et de la formation progressent le plus nettement.

Au quatrième trimestre 2017, 7,7 % de la population active est au chômage au sens du BIT en Île-de-France (contre 8,6 % en France métropolitaine), soit une baisse de 0,7 point par rapport au troisième trimestre.

Emploi

Les offres d'emploi enregistrées en Île-de-France sont en augmentation par rapport au 4e trimestre 2017 (+5,3 % pour l'ensemble des offres et +2,8 % pour les offres durables - données CVS), après une période où les offres nationales ont été plus dynamiques que les offres franciliennes.

Au 4e trimestre 2017, le nombre de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) est en hausse sur un an (+3,1 %).

Le nombre d'intérimaires reste en hausse par rapport au troisième trimestre (+2,5 % contre +3,6 % en France métropolitaine).

Tiré par la construction, l'emploi salarié marchand francilien maintient sa progression au 4e trimestre 2017 (+0,5 %).

Tensions sur le marché du travail

Les tensions restent stables à un niveau élevé ce trimestre. Le taux de satisfaction des offres d'emplois, notamment, demeure fort. Toutefois, la stabilité du taux de tension ne s'accompagne pas d'une diminution du stock de demandeurs d'emplois.

Les métiers du BTP bénéficient d'une conjoncture particulièrement favorable pour les demandeurs d'emploi.

Mutations économiques

Sur le premier trimestre 2018, 211 autorisations d'activité partielle ont été accordées pour motif économique. Ce volume est en baisse d'un quart par rapport au trimestre précédent.

Le nombre de PSE initiés reste faible au premier trimestre 2018 (58) mais le nombre d'emplois menacés atteint son plus haut niveau depuis un an.

Les demandeurs d'emploi au 1er trimestre 2018

1er trimestre 2018	Ile-de-France	France métropolitaine	Évolution sur le trimestre (%)		Évolution sur un an (%)	
			Ile-de-France	France métro.	Ile-de-France	France métro.
Catégorie A (actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi)	670 180	3 435 930	0,0	-1,0	0,8	-1,4
Catégories A, B, C (actes positifs de recherche d'emploi)	992 190	5 621 030	0,2	0,0	2,6	2,1

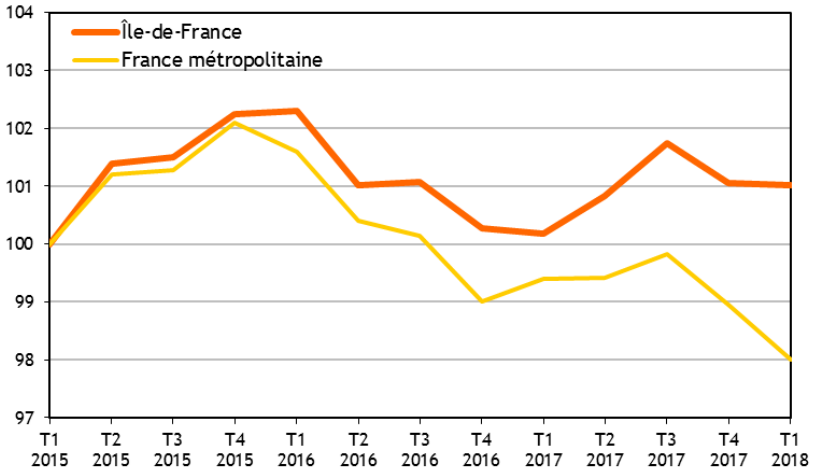
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

En recul de 1,0 % en France métropolitaine, la demande d'emploi en catégorie A est stable en Île-de-France au premier trimestre 2018 par rapport au trimestre précédent. L'évolution sur un an est de +0,8 % dans la région, contre -1,4 % en France métropolitaine.

Les évolutions en catégorie A sont cependant affectées par des transferts vers les autres catégories de demandeurs d'emploi. Si le nombre de demandeurs en catégories B et C (en activité réduite) demeure en croissance au premier trimestre, celui des demandeurs en catégorie D (en formation) diminue de 6,8 %, soit un recul de plus d'un quart depuis un an.

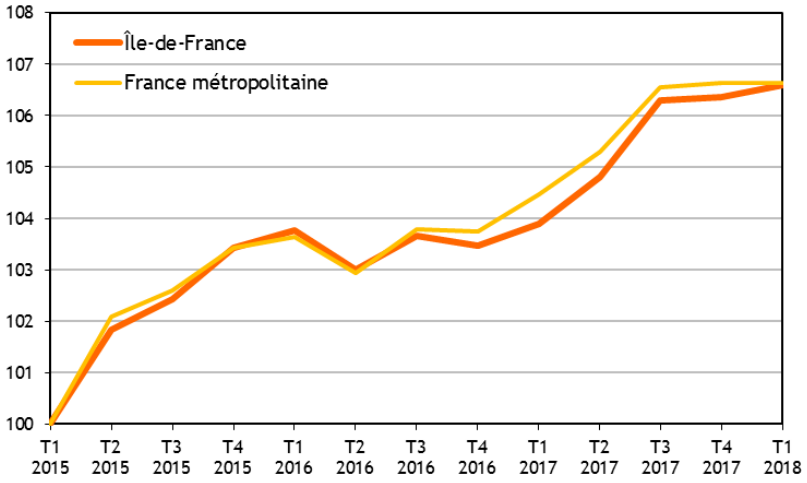
Finalement, la demande d'emploi prenant en compte l'activité réduite (catégories A, B, C) croît légèrement sur le trimestre (+0,2 %). Sur un an, l'augmentation atteint 2,6 % en Île-de-France et 2,1 % en France métropolitaine.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie A
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits en catégorie ABC
(données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2015)



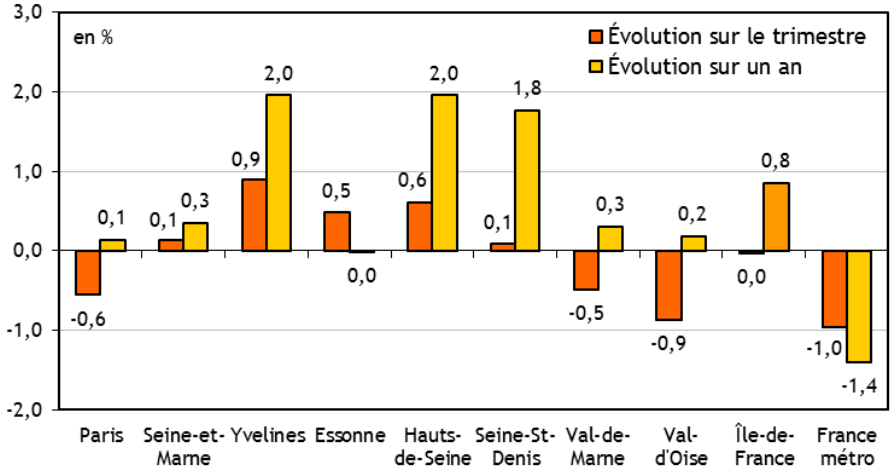
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département) au 1er trimestre 2018

Données CVS-CJO 1er trimestre 2018	Effectif cat. A	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)	Effectif cat. ABC	Évol. sur le trim. (%)	Évol. sur un an (%)
Paris	132 000	-0,6	0,1	203 670	-0,2	1,7
Seine-et-Marne	66 340	0,1	0,3	101 410	0,4	2,7
Yvelines	65 210	0,9	2,0	96 700	0,5	3,1
Essonne	58 690	0,5	0,0	89 860	1,1	2,4
Hauts-de-Seine	80 310	0,6	2,0	115 970	0,6	2,9
Seine-St-Denis	120 660	0,1	1,8	171 370	0,4	3,7
Val-de-Marne	75 280	-0,5	0,3	108 800	-0,1	2,4
Val-d'Oise	71 710	-0,9	0,2	104 410	-0,6	2,0
Île-de-France	**670 180**	**0,0**	**0,8**	**992 190**	**0,2**	**2,6**
France métro.	3 435 930	-1,0	-1,4	5 621 030	0,0	2,1

Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie A
(données CVS-CJO)

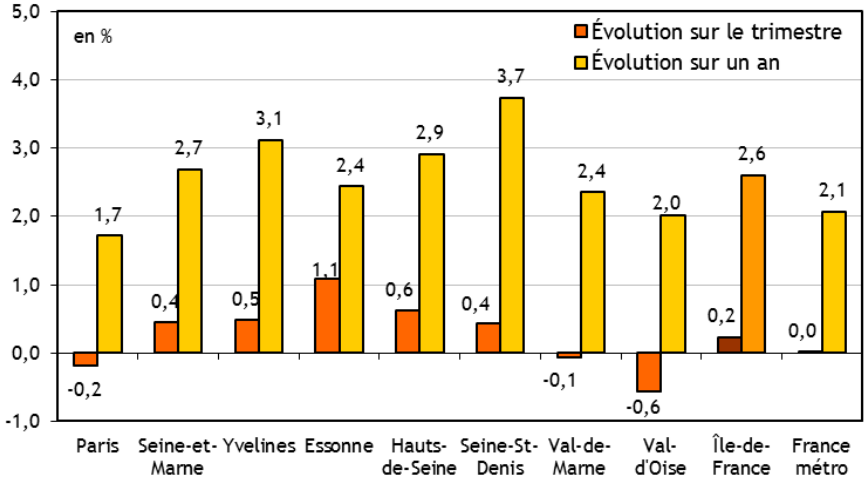


Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Au premier trimestre 2018, la demande d'emploi francilienne est en recul par rapport au trimestre précédent dans le Val-d'Oise (-0,9 % en catégorie A et -0,6 % en catégories A, B, C), à Paris et dans le Val-de-Marne. Le nombre de demandeurs d'emploi augmente dans les autres départements (+0,9 % dans les Yvelines en catégorie A, +1,1 % en Essonne en catégories A, B, C).

En revanche, sur un an, la demande d'emploi augmente dans l'ensemble des départements d'Île-de-France. La plus forte croissance concerne les Yvelines et les Hauts-de-Seine en catégorie A (+2,0 %), et la Seine-Saint-Denis en catégories A, B, C (+3,7 %).

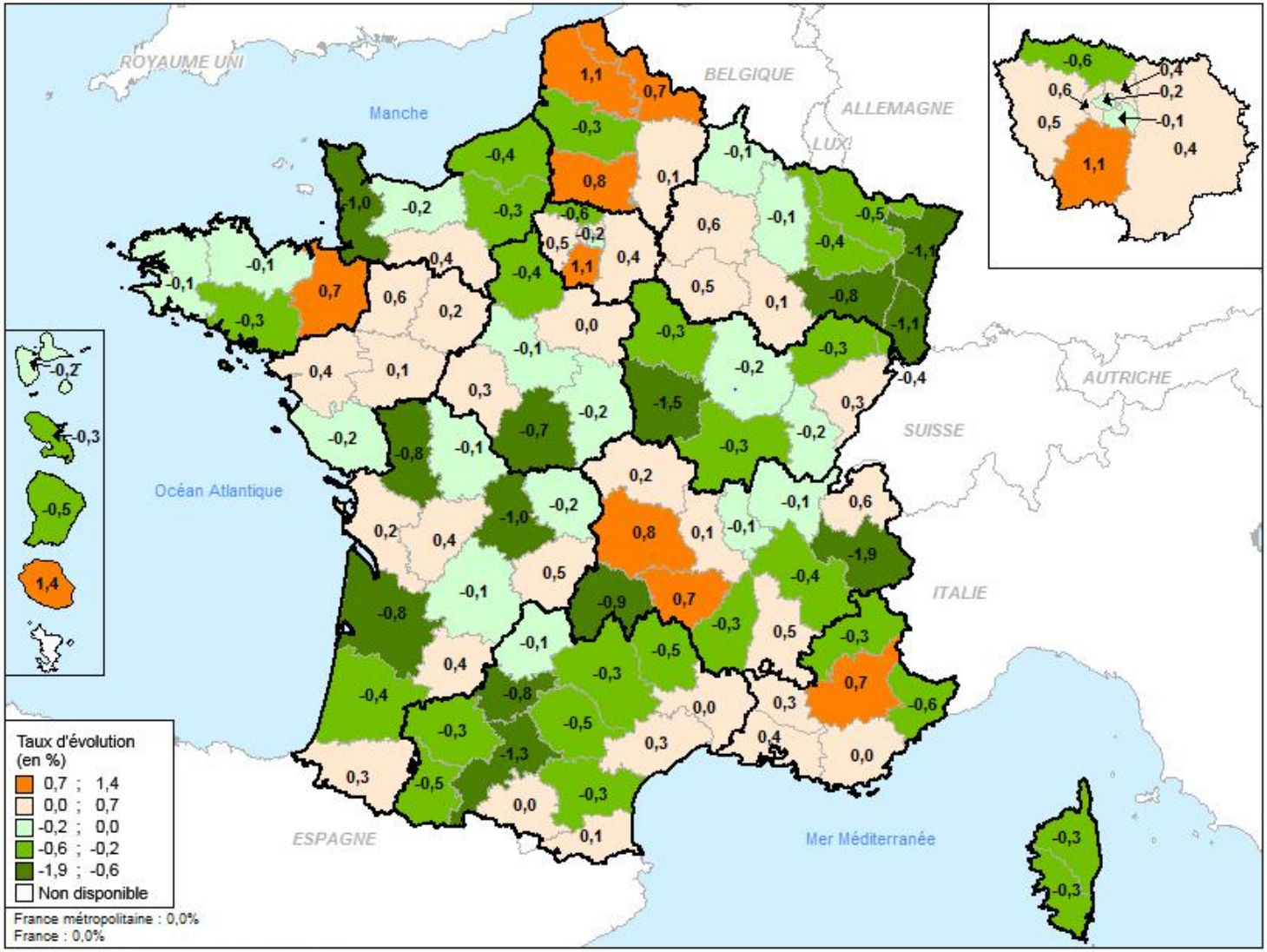
Évolution du nombre de demandeurs inscrits par département en catégorie ABC
(données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi (inscrits à Pôle emploi, par département)

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi de catégories A, B et C par département entre le 4e trimestre 2017 et le 1er trimestre 2018 (en %, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi, Dares; Données CVS-CJO

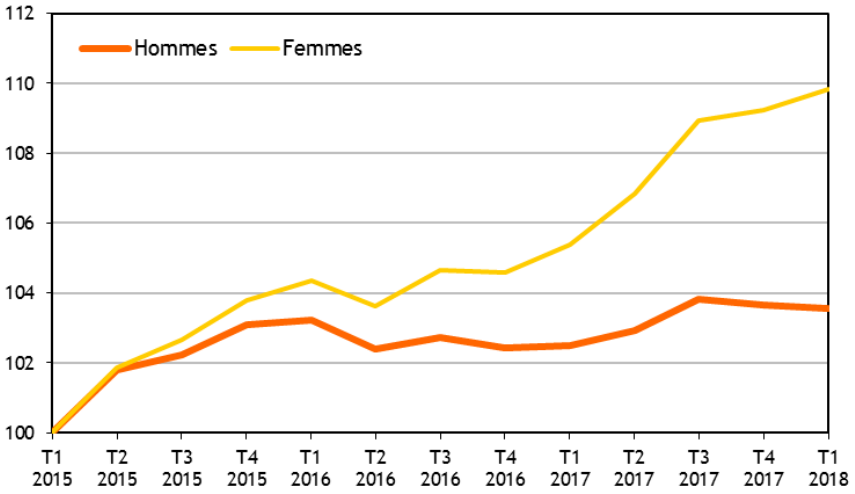
Les demandeurs d'emploi selon le sexe au 1er trimestre 2018 (catégorie ABC)

En légère baisse sur le trimestre pour les hommes en catégories A, B, C (-0,1 %), la demande d'emploi augmente de nouveau pour les femmes en Île-de-France (+0,5 %). Cet écart d'évolution, défavorable aux femmes, est supérieur en France métropolitaine (0,8 point).

Sur un an, la progression de la demande d'emploi est sensiblement plus soutenue pour les franciliennes (+4,2 %) que pour les franciliens (+1,1 %), l'écart se creusant depuis début 2015.

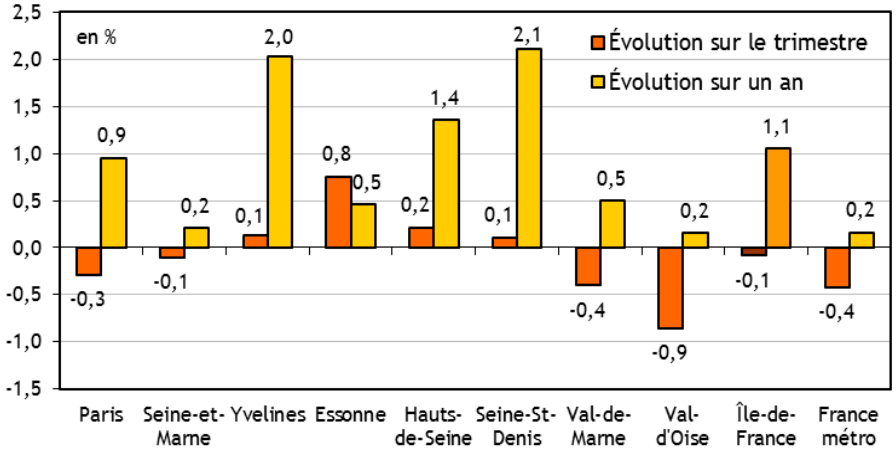
Au sein de la région, la demande d'emploi des femmes sur le trimestre ne recule que dans le Val-d'Oise (-0,3 %) et à Paris (-0,1 %).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon le sexe
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2015)



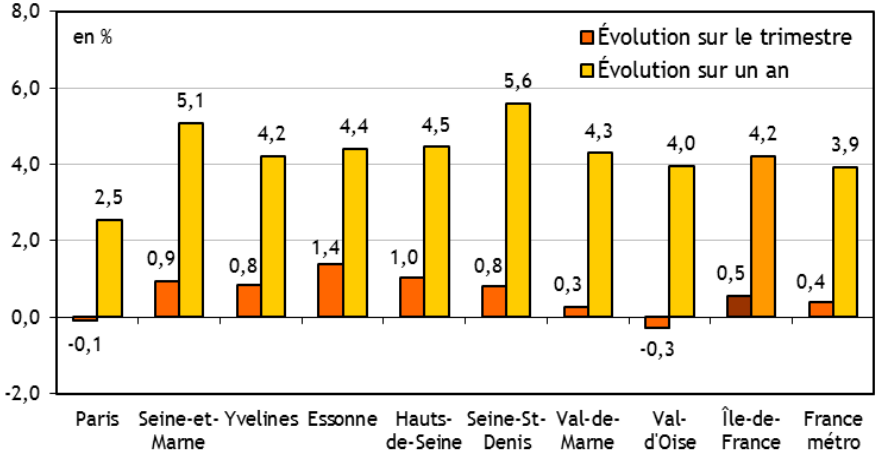
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre d'hommes inscrits par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de femmes inscrites par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

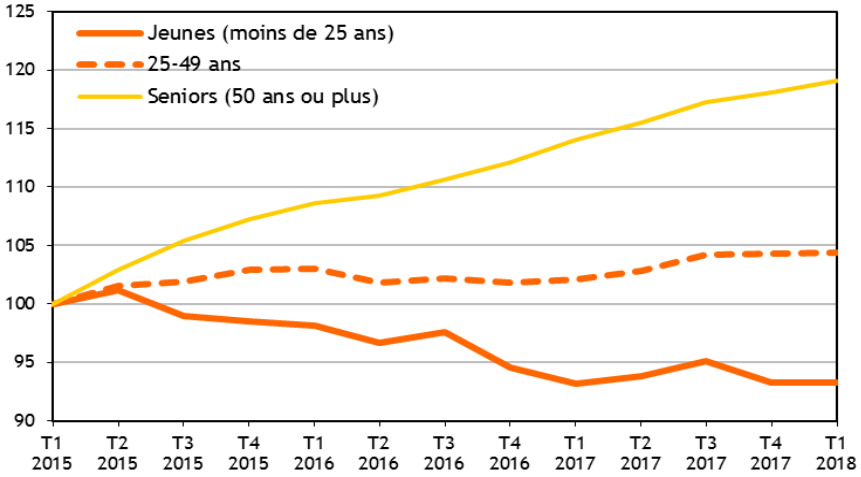
Les demandeurs d'emploi selon l'âge au 1er trimestre 2018 (catégorie ABC)

La demande d'emploi des jeunes franciliens (moins de 25 ans) reste très légèrement orientée à la baisse au premier trimestre 2018 en catégories A, B, C (-0,1 %, après -1,9 % au quatrième trimestre 2017). Sur un an, cette demande est quasi stable (+0,1 %), alors qu'elle diminue (-0,7 %) en France métropolitaine.

Sur le trimestre, la demande d'emploi des jeunes évolue de -2,1 % à Paris (-250 jeunes) à +1,2 % en Essonne (+120 jeunes). Sur un an, l'Essonne enregistre la baisse la plus nette (-1,1 %), tandis que les Yvelines subissent la hausse la plus forte (+2,0 %).

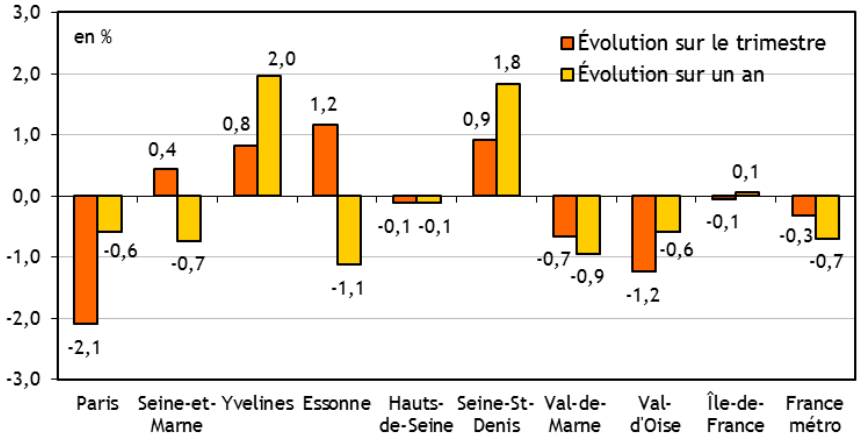
Moins heurtée, la demande d'emploi des séniors (50 ans et plus) est en augmentation constante depuis le deuxième trimestre 2008. Comme en France métropolitaine, l'évolution de la demande d'emploi est défavorable aux séniors d'Île-de-France (+0,9 % sur le trimestre et +4,5 % sur un an).

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits selon l'âge (Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2015)



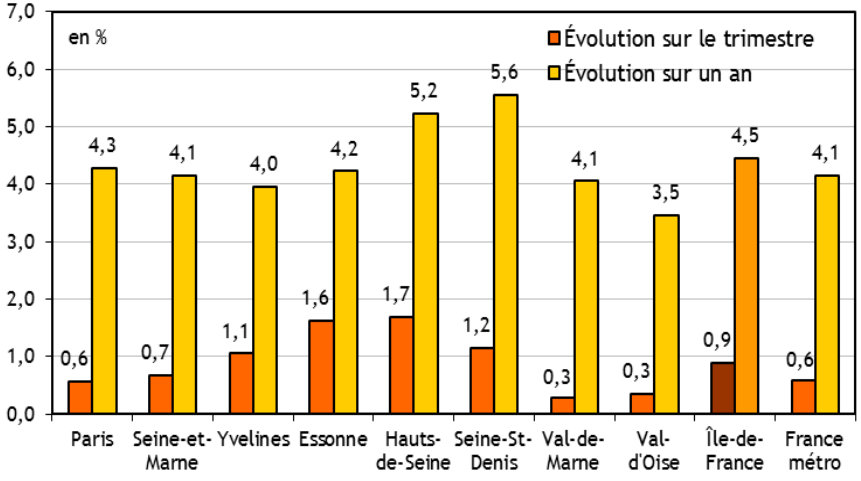
Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de jeunes inscrits par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

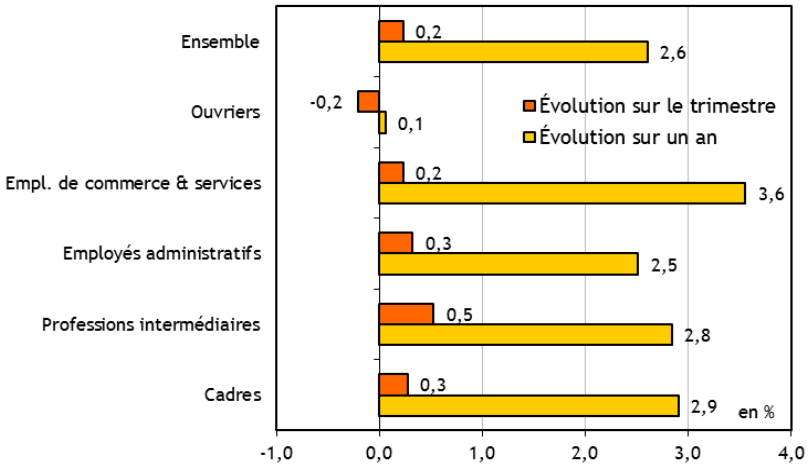
Évolution du nombre de séniors inscrits par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les demandeurs d'emploi par catégorie socioprofessionnelle* et par métier recherché au 1er trimestre 2018

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi par catégorie professionnelle*
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)

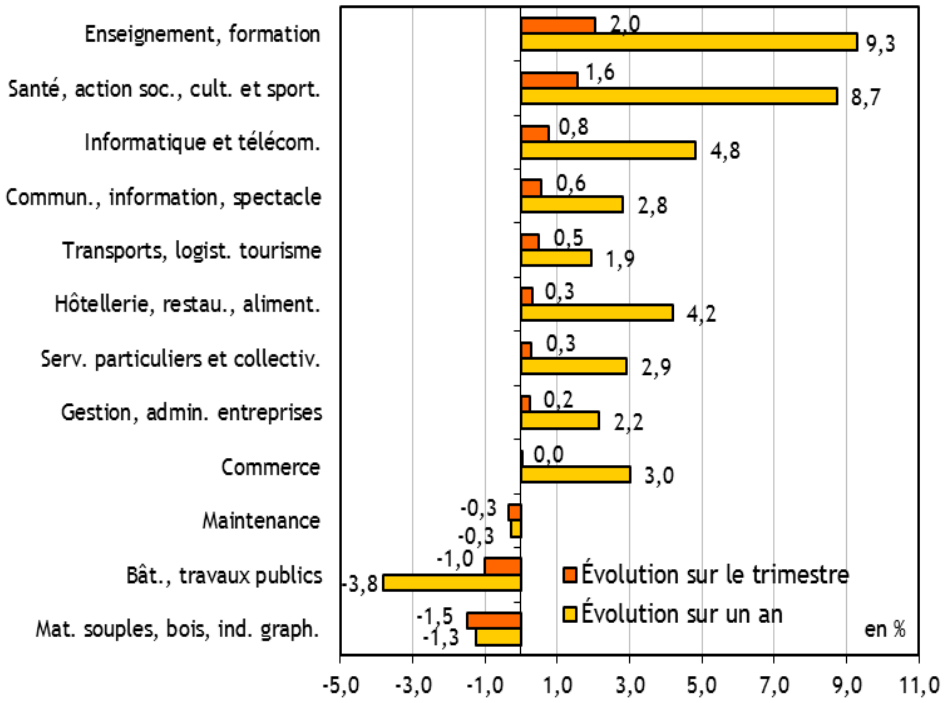


Sources : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

Au premier trimestre 2018, la catégorie socioprofessionnelle des ouvriers est la seule qui bénéficie d'une baisse du nombre de demandeurs d'emploi par rapport au trimestre précédent (-0,2 % en Île-de-France en catégories A, B, C). Sur un an, la demande d'emploi augmente pour toutes les catégories, en particulier pour les employés du commerce et des services (+3,6 %).

Sur le trimestre, les recherches d'emploi dans les métiers des matériaux souples, bois, industries graphiques, ceux du bâtiment - travaux publics et ceux de la maintenance sont en recul. Sur un an, l'enseignement - formation (+9,3 %), ainsi que la santé, l'action sociale, culturelle et sportive (+8,7 %) regroupent les métiers pour lesquels la hausse de la demande d'emploi est la plus prononcée.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi par principaux domaines professionnels
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Sources : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte / Sese

** La catégorie socioprofessionnelle du demandeur d'emploi est recalculée par le Sese de la Direccte d'Île-de-France à partir du métier recherché par le demandeur d'emploi.*

Demande d'emploi de longue durée et droits au RSA au 1er trimestre 2018

Avec +2,6 % sur le trimestre et +7,7 % sur un an en Île-de-France, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi de longue durée (inscrits depuis un an ou plus) est supérieure à celle enregistrée en France métropolitaine. Elle est plus rapide que la hausse de l'ensemble de la demande d'emploi de la région.

Cette évolution est en partie imputable au recul du nombre des entrées en stage (catégorie D) depuis la fin du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ».

Au quatrième trimestre 2017, si la conjoncture économique se maintenait, un demandeur d'emploi resterait, en moyenne, inscrit 379 jours à Pôle emploi. C'est 24 jours de moins qu'au troisième trimestre*.

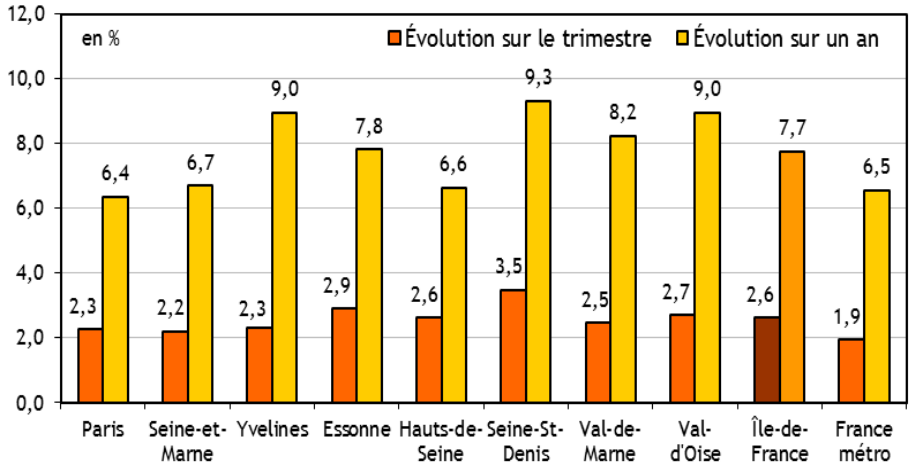
Quasi stable sur un an, la part des demandeurs d'emploi ayant des droits ouverts au RSA en Île-de-France est inférieure à celle de la France métropolitaine. Celle de Seine-Saint-Denis demeure largement supérieure à celle des autres départements.

	Part des demandeurs d'emploi inscrits ayant des droits ouverts au RSA en catégorie ABC (%)									
	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-St-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Île-de-France	France métro.
1er trimestre 2018	12,8	11,7	11,4	10,5	12,1	16,5	12,5	12,8	12,9	13,7
1er trimestre 2017	13,0	10,8	11,6	10,2	11,9	16,6	12,6	12,6	12,8	12,8

Sources : Pôle emploi-Dares, STMT, données brutes

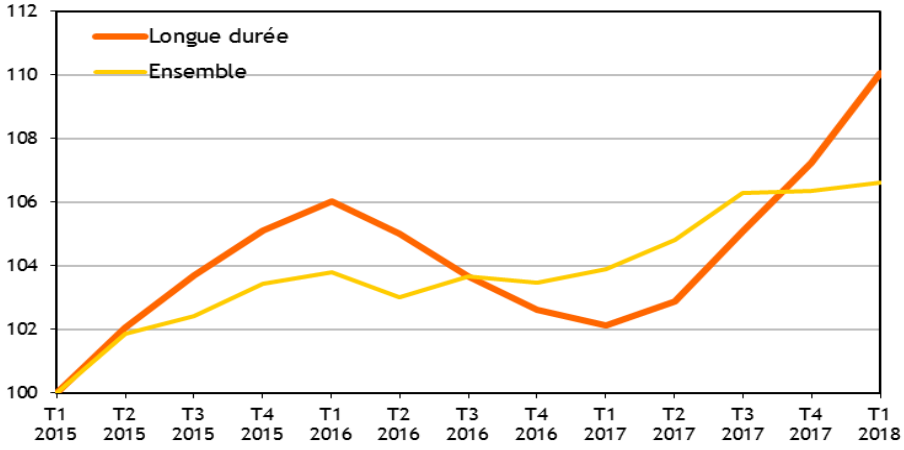
* « Durée de chômage (4e trimestre 2017) », *Statistiques et indicateurs*, Mars 2018, Pôle emploi, http://pole-emploi.org/statistiques-analyses/demandeurs-demploi/trajectoires-et-retour-a-lemploi/duree-de-chomage-4e-trim-2017.html?type=article

Évolution du nombre d'inscrits depuis plus d'un an par département
(catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution du nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO, Indice 100 au 1er trimestre 2015)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Les entrées et les sorties de Pôle emploi au 1er trimestre 2018

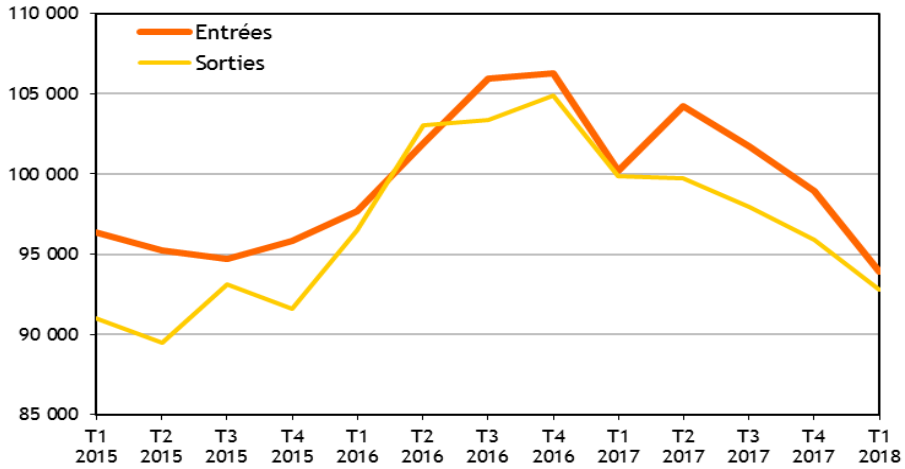
Au premier trimestre 2018, en Île-de-France, le nombre d'inscriptions à Pôle emploi recule de 5,1 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, la baisse atteint 6,3 %, contre -5,4 % en France métropolitaine.

Le grand nombre des « autres cas » comme motif d'inscription (un tiers des entrées) rend délicat l'interprétation des entrées par motif. Sur un an, cependant, la progression des inscriptions pour « démission » (+21,7 %) et le recul des inscriptions pour « retour d'inactivité » (-19,7 %) se confirment. Les ruptures conventionnelles représentent, quant à elles, 8 % des motifs d'entrée.

Pour le cinquième trimestre consécutif, le nombre de sorties de Pôle emploi reste orienté à la baisse (-3,3 %). Sur un an, cette baisse est nettement plus accentuée dans la région qu'en France métropolitaine (-7,1 % contre -3,0 %).

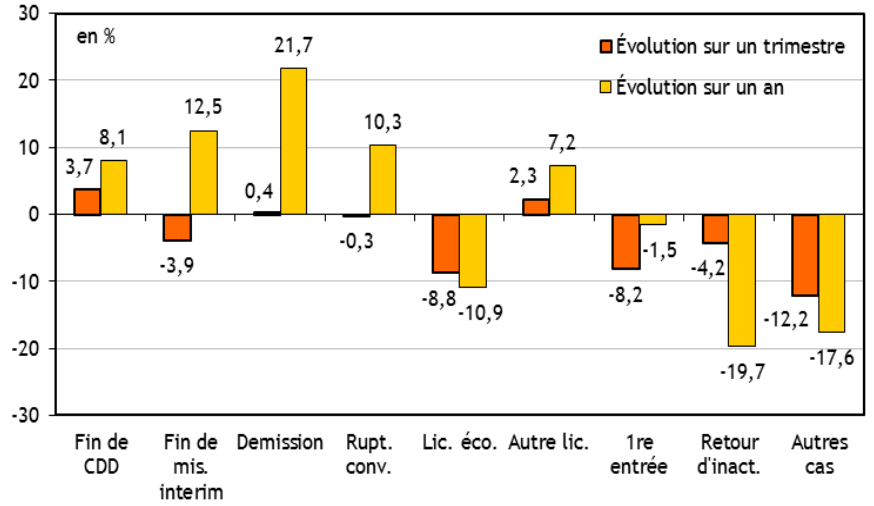
La forte présence du défaut d'actualisation parmi les motifs de sortie (près de la moitié des sorties) limite, là encore, l'interprétation de l'évolution des sorties par motif. Bien qu'expliquant seulement 6 % des sorties contre 10 % il y a un an, le recul des entrées en stage (-42,7 % sur un an) apparaît comme une tendance de fond depuis la fin du plan « 500 000 demandeurs d'emploi en formation ». Les reprises d'emploi déclarées, qui représentent 20 % des motifs de sorties de Pôle emploi, progressent de 4,2 % sur un an.

Évolution des entrées et des sorties de Pôle emploi
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Évolution sur le trimestre des entrées à Pôle emploi par principaux motifs
(Île-de-France, catégorie ABC, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, STMT, traitements Dares.

Le taux de chômage au 4e trimestre 2017

Au quatrième trimestre 2017, le taux de chômage francilien s'établit à 7,7 % de la population active (valeur moyenne sur l'ensemble du trimestre, données CVS) selon les estimations de l'Insee. Il régresse fortement de 0,7 point par rapport au troisième trimestre 2017. Le taux de chômage en France métropolitaine a lui aussi reculé, atteignant 8,6 % au quatrième trimestre 2017.

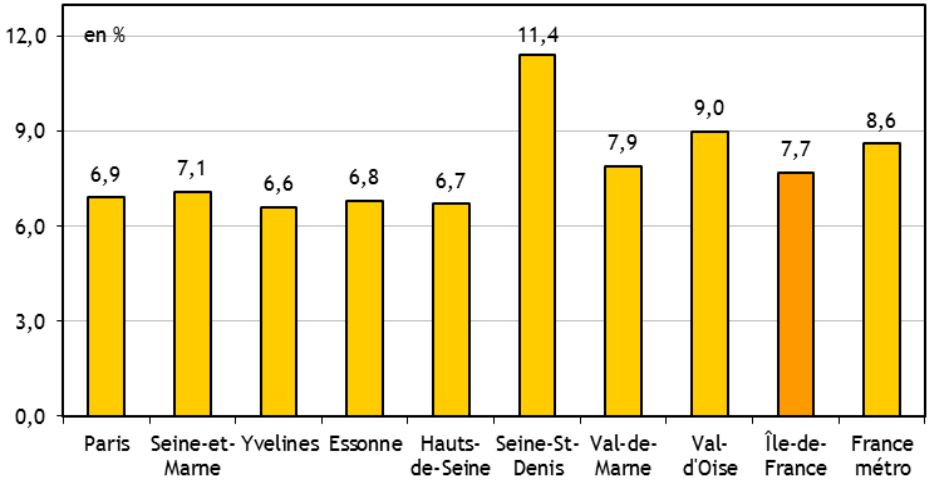
Sur un an, le taux de chômage baisse de 1,0 point en Île-de-France et de 1,1 point en France métropolitaine.

Le taux de chômage francilien reste supérieur de 1,4 point à sa valeur d'avant la crise (6,3 % au premier trimestre 2008). Il en est de même en France métropolitaine avec 1,8 point de plus qu'au premier trimestre 2008. Après une période d'équilibre autour de 9 % depuis 2013 et un mouvement de baisse depuis mi-2015, on assiste à la première baisse trimestrielle importante depuis plus de 10 ans (-0,5 point au 4e trimestre 2007) .

La Seine-Saint-Denis, dont le chômage est structurellement le plus élevé de la région avec 11,4 %, voit son taux de chômage enregistrer une baisse de 0,8 point par rapport au trimestre précédent.

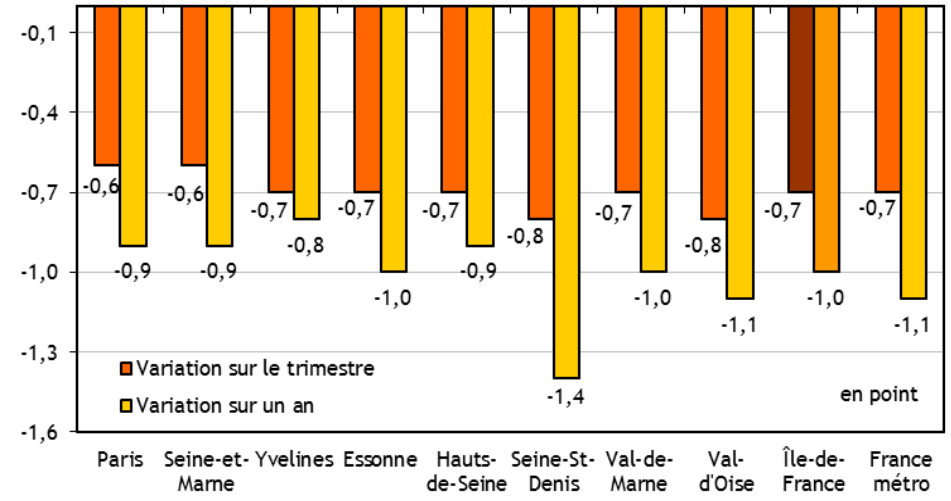
Sur un an, le taux de chômage diminue dans l'ensemble des départements, en particulier en Seine-Saint-Denis (-1,4 point), dans le Val-d'Oise (-1,1 point), l'Essonne et le Val-de-Marne (-1,0 point). Paris, les Yvelines, l'Essonne et les Hauts-de-Seine ont aujourd'hui des taux de chômage inférieurs à 7 %.

Taux de chômage localisé au 4e trimestre 2017
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

Variation du taux de chômage localisé au 4e trimestre 2017
(données CVS-CJO semi-définitives)



Source : Insee

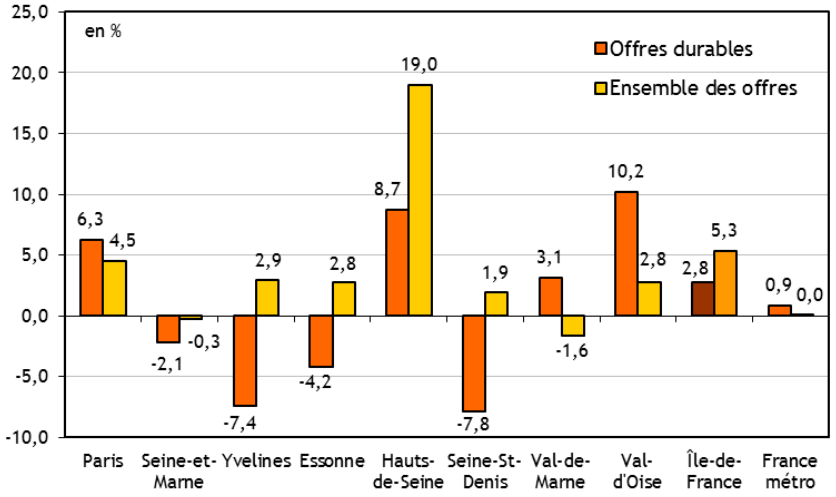
Les offres d'emploi confiées à Pôle emploi au 1er trimestre 2018

Au premier trimestre 2018, 52 580 offres d'emploi ont été collectées en moyenne par Pôle emploi en Île-de-France (données CVS-CJO) dont 33 990 concernent des emplois durables (CDI ou CDD de plus de six mois).

Les offres sont en augmentation sur le trimestre (+5,3 % pour l'ensemble des offres et +2,8 % pour les offres durables). Les évolutions en France métropolitaine sont plus contenues (stabilité pour l'ensemble des offres et +0,9 % pour les offres durables). Sur un an, en revanche, les offres nationales sont nettement plus dynamiques (+7,1 % et +9,5 %) que les offres en Île-de-France (+0,2 % et +0,1 %).

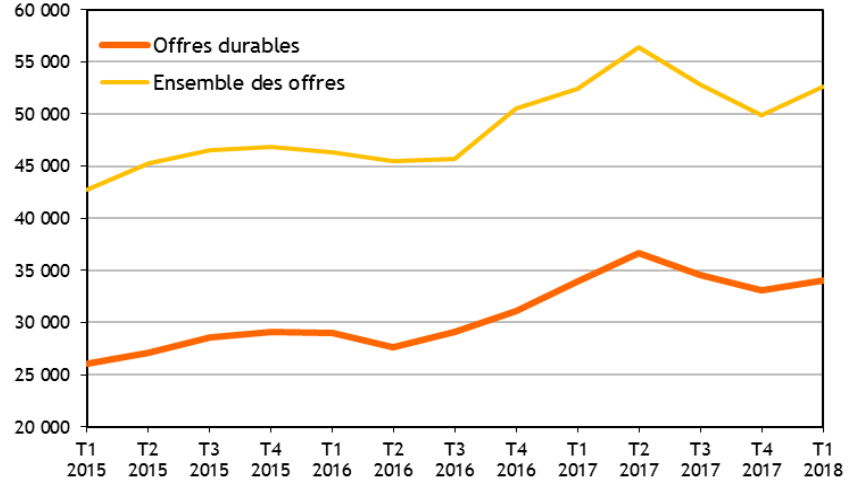
Au sein de la région, le département des Hauts-de-Seine se distingue avec une forte croissance de l'ensemble de ses offres d'emploi sur le trimestre (+19,0 %). Le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne connaissent, à l'inverse, une baisse de l'ensemble des offres recueillies sur leur territoire (respectivement -1,6 % et -0,3 %). Sur un an, les offres d'emploi franciliennes évoluent très différemment selon le département : de -28,7 % en Seine-Saint-Denis à +16,7 % dans le Val-d'Oise.

Évolution du nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi sur le trimestre (données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Nombre d'offres d'emploi confiées à Pôle emploi (Île-de-France, données CVS-CJO)



Source : Pôle emploi-Dares, calculs des CVS-CJO : Direccte/Sese.

Les Déclarations Préalables A l'Embauche (DPAE) au 4e trimestre 2017

Plus de 2 millions de déclarations préalables à l'embauche (DPAE) tous contrats (hors contrats intérimaires) ont été enregistrées au quatrième trimestre 2017 en Île-de-France, dont 413 000 DPAE en CDI et en CDD de plus de 6 mois.

Le nombre de DPAE au quatrième trimestre 2017 (par rapport au quatrième trimestre 2016) a augmenté tous contrats confondus en Île-de-France (+3,1 %), et à un rythme plus soutenu pour les contrats durables (CDI et CDD de plus de six mois, +9,0 %).

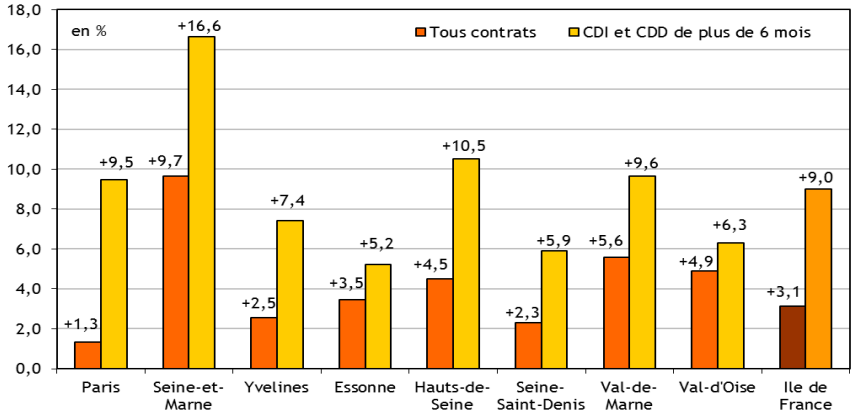
Tous contrats confondus, la Seine-et-Marne a connu une augmentation annuelle très importante (+ 9,7 %).

Pour les CDI et CDD de plus de six mois, la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine progressent le plus fortement (respectivement +16,6 % et +10,5 %).

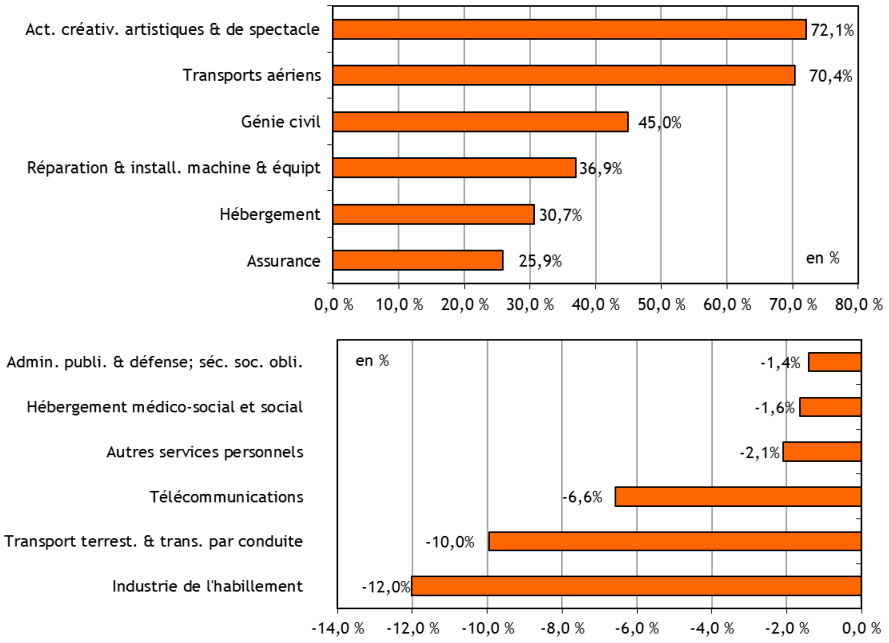
Les activités créatives, artistiques et de spectacle, et les transports aériens ont connu une très forte augmentation des contrats durables (plus de 70 % d'augmentation).

L'industrie de l'habillement et les transports terrestres et par conduite ont connu la baisse la plus importante (baisse supérieure à 10 %).

Évolution des déclarations préalable à l'embauche par département
(4e trim. 2016 – 4e trim. 2017)



Les six secteurs d'activités à l'augmentation et à la baisse des DPAE des contrats durables la plus importante



Source : DPAE / Urssaf

L'intérim au 4e trimestre 2017

Plus de 948 000 contrats d'intérim ont été signés au cours du quatrième trimestre 2017 en Île-de-France (données corrigées des variations saisonnières, CVS), ce qui représente, en moyenne journalière, 117 200 emplois en équivalent temps plein (EETP, données CVS).

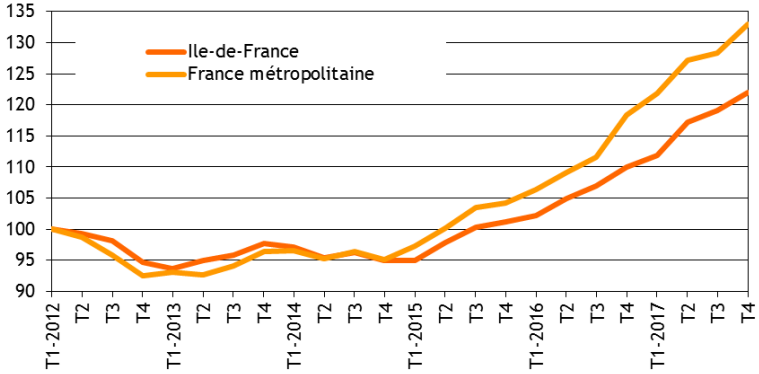
Le nombre de contrats signés et le nombre d'intérimaires en EETP reste toujours en hausse ce trimestre, en croissance depuis début 2015. Ainsi, le nombre d'intérimaires augmente de +2,5 % par rapport au troisième trimestre 2017, contre +3,6 % au niveau national (données CVS). En un an, l'augmentation est plus forte : respectivement +11,0 % pour l'Ile-de-France et + 12,4 % pour la France métropolitaine.

L'utilisation de l'intérim dans l'industrie enregistre également une hausse : +2,6 % pour le nombre d'EETP par rapport au troisième trimestre 2017. En particulier, l'intérim dans la production et distribution d'eau, gestion des déchets progresse de +6,2 % en un trimestre, alors que la fabrication de matériels de transport (secteur composé principalement de l'industrie automobile et aéronautique) se stabilise (+0,1 %).

L'activité intérimaire dans la construction, secteur fortement utilisateur de l'intérim, continue d'augmenter : +4,0 % par rapport au troisième trimestre 2017.

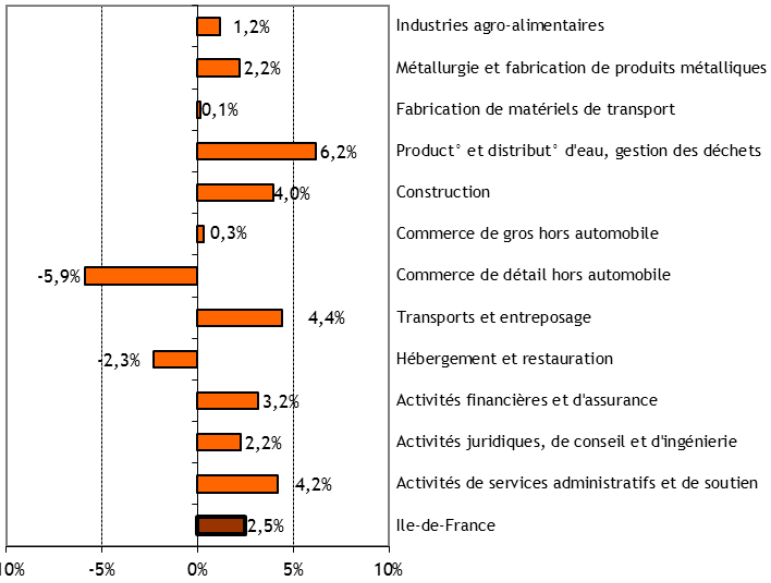
L'intérim dans le tertiaire progresse également, mais à un rythme moins soutenu (+2,1 % par rapport au trimestre précédent), et avec des différences selon les principaux secteurs d'activités. Ainsi, on observe de fortes hausses dans le transport / entreposage et dans les activités de services administratifs (resp. +4,4 % et +4,2 %). En revanche, le commerce de détail et l'hébergement / restauration enregistrent de forts reculs : respectivement -5,9 % et -2,3 % ce trimestre par rapport au précédent.

Évolution du nombre moyen d'intérimaires en EETP (données CVS-CJO – base 100 au 1er trimestre 2012)



Source : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

Évolution trimestrielle du nombre moyen d'intérimaires en EETP par principaux secteurs d'activité (données CVS)



Source : Dares - exploitation DSN, Pôle emploi - déclarations mensuelles des agences d'intérim

L'emploi salarié au 4e trimestre 2017

Au quatrième trimestre 2017, l'emploi salarié marchand francilien progresse de +0,5 % (soit +20 974 emplois) selon les estimations provisoires de l'Insee (données CVS). En France métropolitaine, l'emploi salarié marchand augmente également (+0,5 % soit +79 200 emplois).

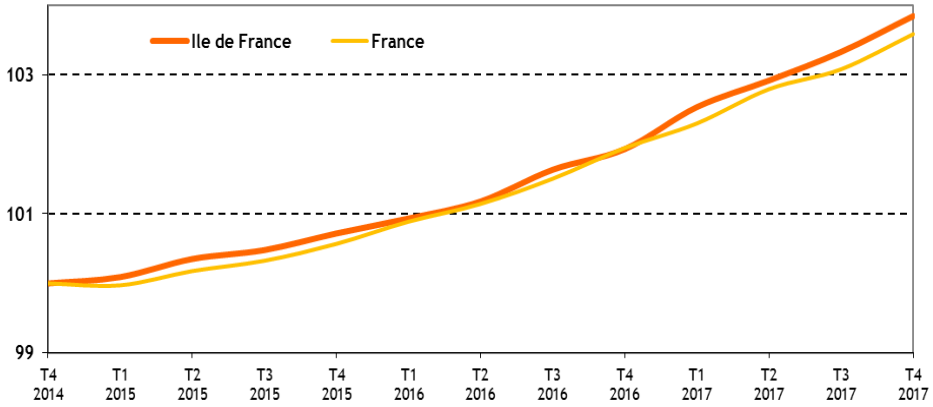
Sur un an, l'emploi salarié marchand francilien est en nette augmentation (+1,9 %, soit +77 800 emplois). Il atteste du dynamisme de l'emploi francilien qui représente près d'un tiers de l'évolution annuelle de l'emploi salarié de la France métropolitaine.

Au quatrième trimestre 2017, les départements franciliens qui ont vu l'emploi salarié marchand progresser le plus fortement (la Seine-et-Marne et les Hauts-de-Seine) ne sont pas les mêmes qu'au trimestre précédent. De leur côté, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne enregistrent les évolutions les plus faibles.

Sur un an, l'emploi salarié marchand a surtout progressé en Seine-et-Marne et dans les Hauts-de-Seine, tandis que les Yvelines et le Val-de-Marne affichent des augmentations modérées.

Ce sont Paris, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et les Hauts-de-Seine qui contribuent davantage à l'augmentation de l'emploi salarié avec près de 56 000 emplois en plus depuis le quatrième trimestre 2016 sur les 77 800 emplois supplémentaires enregistrés dans la région depuis un an.

Évolution de l'emploi salarié dans les secteurs marchands
(données CVS, indice 100 au 4e trimestre 2014)



Source : Insee

Évolution de l'emploi salarié dans les activités marchandes par département (données CVS)	Nombre d'emplois au 4e trimestre 2017	Évolution trimestrielle (par rapport au 3e trimestre 2017)		Évolution annuelle (par rapport au 4e trimestre 2016)	
		Niveau	%	Niveau	%
Paris	1 328 963	4 279	0,3	25 565	2,0
Seine-et-Marne	325 970	4 014	1,2	12 351	3,9
Yvelines	366 763	1 499	0,4	1 259	0,3
Essonne	311 804	1 203	0,4	6 249	2,0
Hauts-de-Seine	852 647	7 214	0,9	18 187	2,2
Seine-Saint-Denis	429 314	1 036	0,2	8 012	1,9
Val-de-Marne	360 703	688	0,2	1 389	0,4
Val-d'Oise	251 907	1 041	0,4	4 821	2,0
Ile-de-France	**4 228 070**	**20 974**	**0,5**	**77 833**	**1,9**
France métropolitaine	**16 260 500**	**79 200**	**0,5**	**256 900**	**1,6**

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

L'emploi salarié par secteur au 4e trimestre 2017

Au quatrième trimestre 2017, l'évolution trimestrielle de l'emploi enregistre une légère progression dans l'industrie (+0,3 %, +1 160 emplois), plus modérée dans la construction (+1,6 %, soit +4 200 emplois) et le commerce (+0,2 %, soit +1 700 emplois). L'emploi dans les services marchands poursuit son augmentation : +0,5 % soit +13 900 emplois.

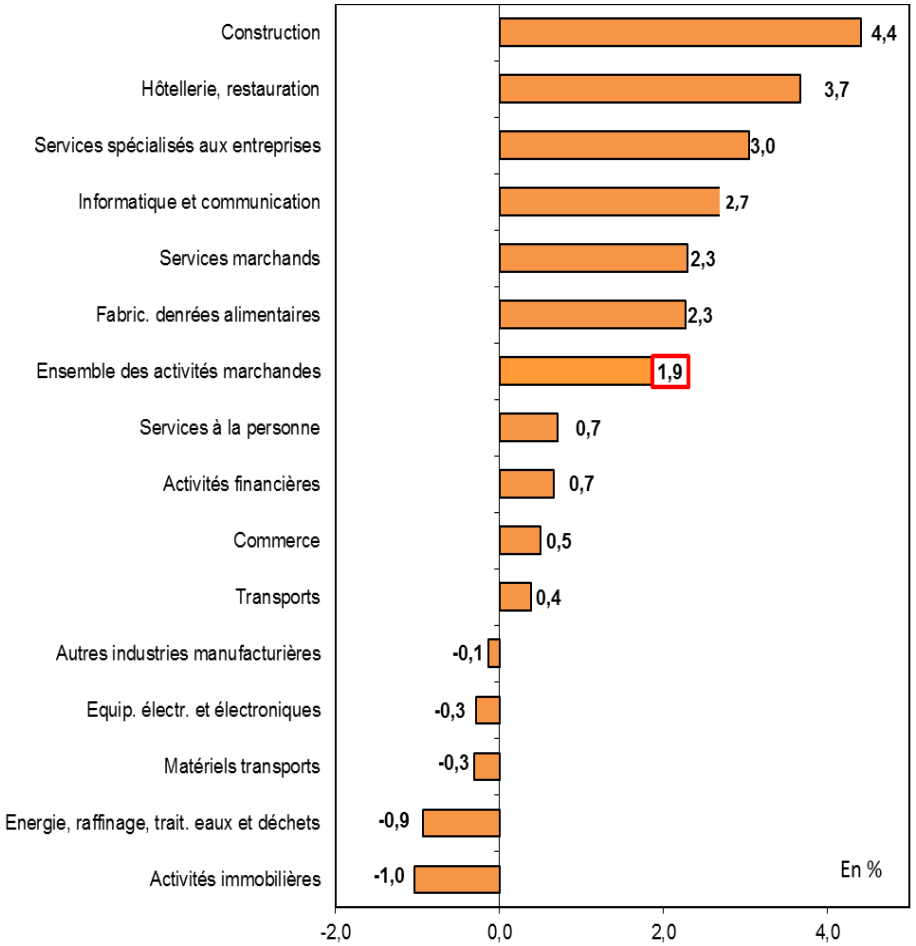
Par rapport à l'année précédente, le nombre d'emplois a reculé de -0,1 % dans l'industrie et augmenté de +4,4 % dans la construction et de +2,3 % dans les services marchands.

Au sein de l'industrie, seuls les secteurs de l'énergie, raffinage et traitement des eaux et déchets (-0,4 % soit -350 emplois) et celui du matériel transports (-0,1 % soit -50 emplois) perdent des emplois.

L'emploi salarié dans le commerce connaît une progression annuelle de +0,5 % (+3 500 emplois).

Les services marchands restent les principaux moteurs de la hausse, avec une augmentation de +2,3 % (+63 000 emplois) sur un an. Le nombre d'emplois dans l'intérim augmente ce trimestre mais est soumis à des évolutions erratiques. Sur un an, l'intérim a connu une augmentation importante de +8,4 %. La plupart des autres secteurs d'activité des services marchands ont enregistré des hausses plus ou moins fortes. Sur un an, le secteur de l'hôtellerie, restauration (+3,7 % soit +11 000 emplois), celui des services spécialisés aux entreprises (+3,0 %, soit +28 400 emplois) et celui de l'informatique et communication (+2,7 %, soit +10 500 emplois) ont connu la plus forte croissance. Seul le secteur des activités immobilières a connu une légère baisse (-1,0 % soit -820 emplois).

Évolution de l'emploi salarié entre le 4e trimestre 2016 et le 4e trimestre 2017 dans les principaux secteurs d'activité marchands
(Île-de-France, données CVS) – Le secteur de l'intérim (+8,4%) n'est pas représenté.



Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale, activités des ménages en tant qu'employeurs de personnel domestique.

Source : Insee

Les tensions sur le marché du travail francilien au 1er trimestre 2018

Le taux moyen de tension sur le marché du travail francilien s'est établi à 0,55 point au premier trimestre 2018, soit 55 nouvelles offres d'emploi enregistrées au cours de cette période pour 100 nouvelles demandes d'emploi enregistrées (données brutes non corrigées des variations saisonnières). Par rapport au même trimestre de l'année passée, ce ratio « offres sur demandes » a augmenté de 0,03 point.

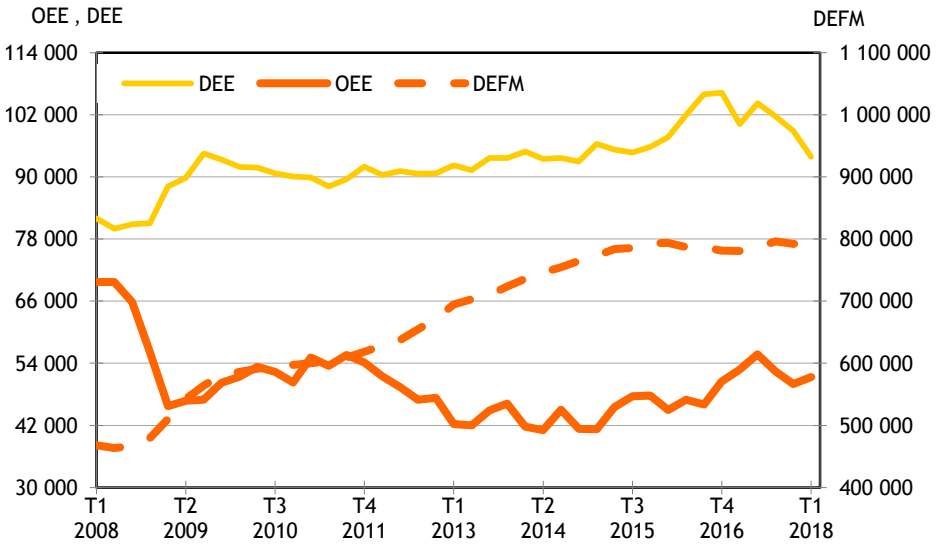
Les tensions sont stables au premier trimestre 2018, malgré une légère baisse des offres proposées par Pôle emploi, par rapport au même trimestre de 2017. Cette diminution des offres intervient après plusieurs trimestres de forte hausse. Elle est compensée par une baisse concomitante du nombre des nouveaux demandeurs d'emplois.

Toutefois, la stabilité du taux de tension ne s'accompagne pas d'une diminution du stock de demandeurs d'emplois car le taux d'écoulement (calculé sur une année) a diminué. Au premier trimestre, 59,2 % des chômeurs inscrits depuis plus d'un an ou entrés au cours des 12 derniers mois sont sortis des fichiers de Pôle Emploi. Le taux d'écoulement était de 60,7 % au trimestre précédent.

Le taux d'offres d'emploi de plus de 6 mois, indicateur de qualité de l'emploi, est de 65 %. Cet indicateur est stable à ce niveau, relativement élevé, depuis le troisième trimestre 2016.

Le taux de satisfaction des offres reste à un niveau très important 85,8 %. Cet indicateur se maintient également à ce niveau depuis le troisième trimestre 2016.

Les tensions sur le marché du travail
(Île-de-France, données CVS-CJO)



OEE : Offres d'emploi ; DEE : Demandes d'emploi ;
DEFM : nombre de demandeurs d'emploi en catégories A et B

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

Les métiers en tension au 1er trimestre 2018

Les principaux indicateurs de tension au 1er trimestre 2018 en Ile-de-France - Zoom sur quelques métiers -	Offres enregistrées sur demandes enregistrées au premier trimestre 2017 (1)	Offres enregistrées sur demandes enregistrées au 1er trimestre 2018 (1)	Part des CDI et des CDD de plus de 6 mois dans les offres d'empoi enregistrées au 1er trimestre 2018 (2)	Taux d'écoulement sur un an des DEFM en 1er trimestre 2018 (3)	DEFM de catégorie A+B en 1er trimestre 2018	Evolution du stock de DEFM des catégories A+B entre le 1er trimestre 2017 et 1er trimestre 2018	Evolution des offres d'emploi enregistrées en un an (t12017 - t1 2018)	Taux de satisfaction des offres au 1er trimestre 2018 (4)	Enquête Pôle emploi / BMO 2017 Part des recrutements envisagés jugés difficiles
Ouvriers qualifiés du gros œuvre du bâtiment	0,21	0,31	44,5%	59,9%	7 235	-9,1%	26,7%	89,5%	49,8%
Ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment	0,28	0,36	63,5%	60,1%	20 575	-4,1%	11,4%	90,7%	56,6%
TAM du bâtiment et des travaux publics	1,62	2,29	72,3%	60,8%	4 674	-7,3%	18,6%	91,1%	49,0%
Ouvriers qualifiés de l'électricité et de l'électronique	1,23	1,10	47,8%	57,9%	957	-5,1%	-26,3%	90,9%	52,4%
TAM de la maintenance	1,84	2,24	77,5%	60,5%	7 627	-0,2%	6,7%	87,5%	45,5%
Caissiers, employés de libre service	0,45	0,60	74,2%	62,1%	22 337	4,0%	21,3%	57,4%	14,8%
Vendeurs	0,41	0,54	74,4%	61,9%	38 490	1,6%	19,9%	67,3%	28,6%
Bouchers, charcutiers/traiteurs, boulangers/pâtissiers	0,59	0,60	85,1%	61,4%	5 315	7,8%	-0,7%	88,2%	42,2%
Cuisiniers	0,44	0,32	71,4%	60,7%	32 642	3,6%	-33,6%	86,3%	29,9%
Ingénieurs de l'informatique	0,83	1,10	96,2%	55,8%	10 732	3,6%	30,0%	89,6%	61,8%
Aides-soignants	0,56	0,50	69,6%	62,8%	10 378	7,1%	-20,4%	90,8%	31,7%
Infirmiers, sages-femmes	0,80	0,85	75,0%	65,5%	2 550	9,1%	-3,6%	86,8%	24,0%
Ensemble des familles professionnelles	**0,52**	**0,55**	**65,0%**	**59,2%**	**803 469**	**1,9%**	**-2,7%**	**85,8%**	**33,2%**

(1) On rapporte le flux d'offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi durant trois mois au flux des demandeurs d'emploi qui se sont inscrits à Pôle emploi durant la même période. Pour apprécier l'évolution de cet indicateur, on rappelle sa valeur sur la période correspondante de l'année antérieure. Du fait de la forte saisonnalité de ce ratio, les évolutions ne sont en effet significatives que si elles sont estimées sur les mêmes périodes de l'année. Exemple de lecture : il y a 0,55 offre d'emploi enregistrée pour une demande au 1er trimestre 2018, contre 0,52 au 1er trimestre 2018.
(2) Cet indicateur permet d'apprécier la qualité des offres déposées à Pôle emploi, selon la famille professionnelle.
(3) Une valeur élevée de cet indicateur indique qu'une forte proportion des demandes présentes douze mois auparavant, ou entrées dans l'année, est sortie des fichiers de Pôle emploi. Exemple de lecture : 59,2 % des demandeurs d'emploi inscrits douze mois auparavant, ou entrés au cours de l'année, ne sont plus inscrits à Pôle emploi.
(4) Il s'agit du rapport entre les offres d'emploi enregistrées à Pôle emploi satisfaites (par opposition aux offres annulées faute d'avoir trouvé le candidat recherché, parmi les demandeurs d'emploi, d'autres salariés ou en interne) et le volume total des offres d'emploi traitées et sorties du fichier de Pôle emploi.

Source : Dares-Pôle Emploi - Traitement : Direccte / Sese

Ce trimestre, le taux de tension (ratio offres enregistrées / demandes enregistrées) augmente sensiblement (c'est-à-dire d'au moins 0,1 point) dans un métier sur trois.

Cette conjoncture favorable aux demandeurs d'emploi est notamment sensible dans les métiers du bâtiment et des travaux publics, y compris pour les ouvriers de ce secteur, pour lesquels les tensions sont traditionnellement faibles. La tendance à l'augmentation des tensions dans ces métiers est toutefois assez ancienne, puisqu'au premier trimestre 2016, le taux de tension était deux fois inférieur à son niveau actuel.

Les tensions augmentent également dans deux des métiers qui réunissent un nombre important de salariés : il s'agit des vendeurs et des caissiers et employés de libre service. Ces métiers se situaient assez sensiblement en-dessous du taux de tension moyen au début de l'année 2016. Ils ont maintenant rattrapé ce niveau.

A l'inverse, les cuisiniers ont une situation moins favorable sur le marché de l'emploi que lors du précédent trimestre. Le chiffre est sensiblement inférieur au taux de tension généralement constaté pour ce métier.

L'activité partielle au 1er trimestre 2018

Au cours du premier trimestre 2018, 211 décisions d'activité partielle ont été notifiées par les services de la Direccte.

Elles correspondent à 981 284 heures de travail autorisées à être chômées en Ile-de-France. Ce volume est en baisse de 23 % par rapport au trimestre précédent. Sur un an, cette baisse est de 22 %.

Le département des Yvelines concentre le quart des heures d'activité partielle dans la région. La Seine-Saint-Denis est le deuxième département le plus concerné avec 18 % des heures.

La construction reste le premier secteur utilisateur de l'activité partielle pour ce début d'année. Les entreprises franciliennes du BTP ont sollicité 474 338 heures d'activité partielle, soit près de 48 % du total régional tous secteurs confondus.

Ces heures se répartissent entre les travaux de construction spécialisée (50 %), le génie civil (29 %) et la construction de bâtiments (21 %).

Trois secteurs cumulent 72 % des heures demandées au cours de ce trimestre : la construction, l'hébergement - restauration et la métallurgie.

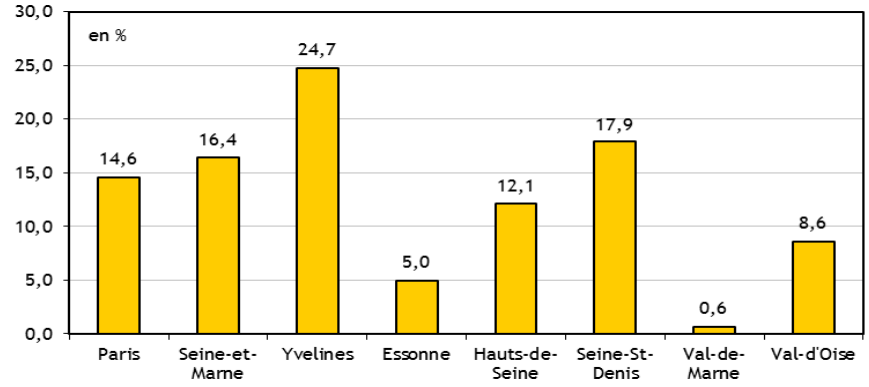
Plus de la moitié des heures demandées à Paris concerne le secteur de l'hébergement - restauration.

(*) Les décisions étudiées dans cette synthèse ne concernent que l'activité partielle pour le motif de recours « Conjoncture économique ».

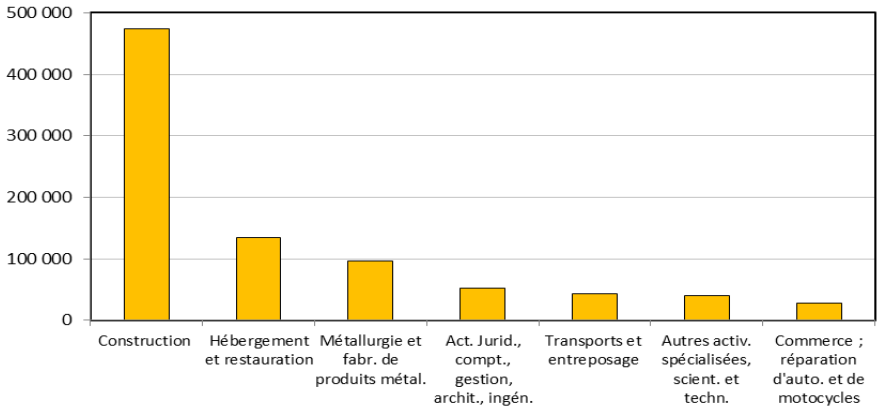
NB : Ce premier trimestre 2018, 312 demandes ont été déposées pour motifs liés aux intempéries et autres circonstances exceptionnelles. 712 000 heures d'activité partielle ont ainsi été accordées en conséquence des crues.

Répartition par territoire gestionnaire	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise
Autorisations au 1er trim	211	26	25	40	30	23	37	5	25
cumul 2018	211	26	25	40	30	23	37	5	25
cumul **2017** (T1)	297	61	30	54	29	17	54	20	32
Heures associées au 1er trim	981 284	143 168	160 996	242 736	48 994	118 849	175 888	6 353	84 300
cumul 2018	981 284	143 168	160 996	242 736	48 994	118 849	175 888	6 353	84 300
cumul **2017** (T1)	1 260 831	103 593	97 960	328 321	261 120	85 814	132 290	82 230	169 503
Evolution	-22%	38%	64%	-26%	-81%	38%	33%	-92%	-50%

Répartition des heures autorisées par département au 1er trimestre 2018



Secteurs d'activité qui concentrent le plus d'heures autorisées au 1er trimestre 2018



Source : Direccte UD - Traitement : Direccte / Sese

Les plans de sauvegarde de l'emploi

Au premier trimestre 2018, les services de la Direccte ont été informés de l'initiation de 58 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE). Il y a eu 4 436 postes menacés dans le cadre de PSE. Parmi ceux-ci, cinq émanent d'entreprises en redressement ou liquidation judiciaire. Il y a eu cinq PSE massifs qui menacent chacun au moins 300 postes dans la région.

Si le nombre de PSE initiés reste faible pour le quatrième trimestre consécutif, le nombre d'emplois menacés augmente et atteint son plus haut niveau depuis un an. Toutefois, le nombre d'emplois menacés est traditionnellement important en début d'année.

Les salariés de l'Essonne ont été les plus affectés par les PSE, avec 3,1 postes menacés sur 1 000 situés dans ce département. L'Essonne est touchée par un PSE important mis en œuvre par une entreprise de grande distribution.

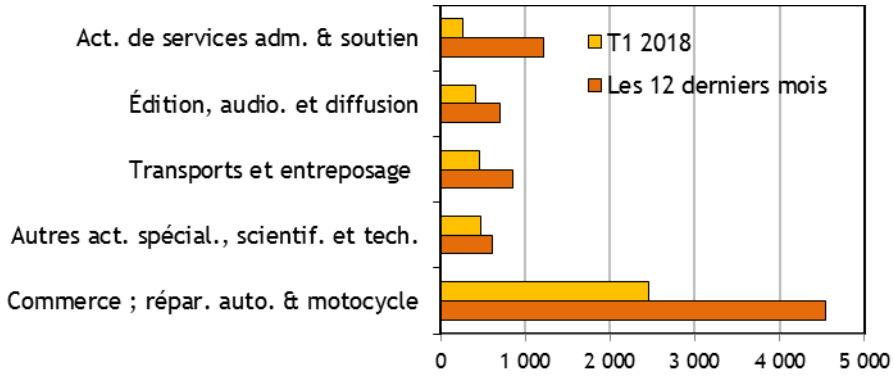
Les Hauts-de-Seine connaissent également une proportion d'emplois menacés sensiblement supérieure à la moyenne régionale. Les autres départements, notamment les Yvelines, sont moins affectés.

Le secteur de la publicité et des études de marché est celui qui affecte le plus de postes en proportion de son emploi régional.

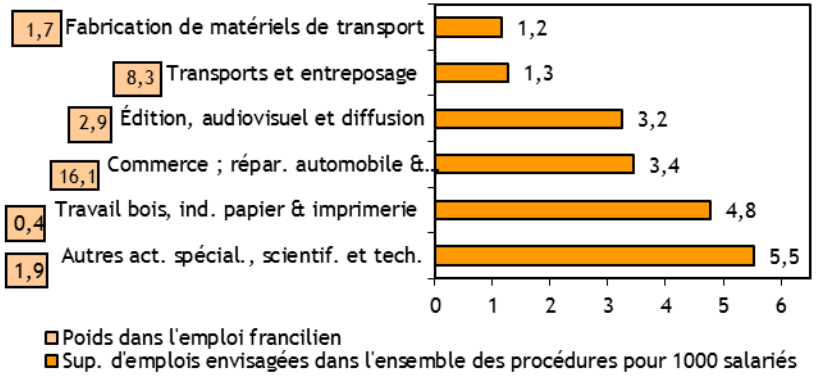
Parallèlement aux PSE, les entreprises de la région ont initié 17 procédures de ruptures conventionnelles collectives (RCC), possibles depuis le 1er janvier 2018. Avec 7 RCC initiés chacun, les départements de Paris et des Hauts-de-Seine sont ceux qui en ont connu le plus.
Dans ce cadre, 4 000 emplois sont touchés. Presque huit postes touchés dans la région sur dix le sont par deux procédures de RCC très importantes. L'une se déroule dans le secteur bancaire et la seconde dans le secteur automobile.

Répartition par territoire impacté	Ile-de-France	Paris	Seine-et-Marne	Yvelines	Essonne	Hauts-de-Seine	Seine-Saint-Denis	Val-de-Marne	Val-d'Oise	Autres départ.
PSE au T4	58	18	3	1	1	22	5		3	5
Cumul 2018	58	18	3	1	1	22	5		3	5
Cumul 2017 (T1)	89	27	6	3	2	22	9	7	6	7
Emplois menacés	4 436	901	110	56	1509	1360	199	85	216	/
Cumul 2018	4 436	901	110	56	1 509	1 360	199	85	216	/
Cumul 2017 (T1)	7 912	1208	316	629	760	1949	1856	959	235	/
Évol. des emplois menacés	-44%	-25%	-65%	-91%	99%	-30%	-89%	-91%	-8%	/

Secteurs d'activité concentrant le plus d'emplois menacés par des PSE



Sect. d'activité les plus affectés par des PSE proportionnellement à leur emploi local



Source : SI-Homologation - Traitement : Direccte / Sese



Directrice de publication : Corinne Cherubini
Etude et réalisation : Service Etudes Statistiques Evaluation – idf.statistiques@direccte.gouv.fr
Conception graphique : Emmanuelle Seguin
Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Ile-de-France
19, rue Madeleine Vionnet – 93300 Aubervilliers
Tel. 01 70 96 13 00

Toutes les publications de la Direccte Ile-de-France sont téléchargeables sur www.idf.direccte.gouv.fr